

LA SITUATION EN GRECE

par SPÉRO

DÉPUIS que le « libéral » Sophoullis préside le gouvernement « d'Union nationale » et partage le pouvoir avec les populistes de Tsaldaris, la bourgeoisie grecque se débarrasse des dernières apparences « démocratiques ». Le régime « parlementaire » cache à peine maintenant la dictature sanglante ouverte avec laquelle les capitalistes grecs et l'impérialisme yankee s'efforcent de mater la résistance des masses.

Sophoullis décréta la dissolution des organisations ouvrières révolutionnaires, la fermeture de leur presse, et la peine de mort pour ceux qui déclenchent et dirigent des grèves. Les prisons, les camps de concentration, les îles désertiques de déportation sont archi-pleines. Des cours martiales fonctionnent sans arrêt et les pelotons d'exécution exterminent chaque mois quelques centaines d'ouvriers et de paysans grecs.

Sur le théâtre des opérations de l'armée mercenaire contre les partisans, des villages entiers sont incendiés et plusieurs de leurs habitants massacrés, en guise de représailles contre la population paysanne qui sympathise avec les « rebelles ». Des milliers de sinistrés,

L'ingérence américaine

L'ingérence américaine provoque d'autres remous. Au lendemain de la formation du gouvernement Markos, la bourgeoisie grecque s'attendait à une riposte énergique de Washington, entre autres à l'envoi de quelques divisions en Grèce pour assurer la police des frontières nord du pays. Il n'en fut rien.

Washington ne se presse pas de recourir à des solutions extrêmes. Il considère que ses crédits et ses fournitures sont suffisants pour que l'armée grecque, équipée à l'américaine et aidée dans ses opérations par quelques « conseillers » américains, puisse venir à bout de la résistance des partisans.

Mais les militaires grecs supportent difficilement la tutelle des envoyés de

hommes, femmes, enfants errent traqués à travers le pays dévasté.

Depuis la formation du gouvernement Markos, la guerre civile en Grèce est entrée dans sa phase la plus aiguë.

La bourgeoisie sent sa base populaire se restreindre de plus en plus et vit dans une atmosphère de panique et de corruption. Et il résulte une tension accrue dans les relations internes entre ses différents groupements politiques, ainsi que dans ses rapports avec son tuteur, l'impérialisme américain. Son impuissance à remettre en marche l'économie du pays et à écraser la « rébellion » est la cause de réactions diverses de la part des différents milieux bourgeois.

Certains voudraient une « main plus ferme » pour diriger en se passant complètement du parlement croupion. Des « libéraux » pensent au général Plastiras, des populistes pensent au général Papagos. D'autres, plus « mous », effrayés du mécontentement qui gronde dans les masses populaires contre la tyrannie sanglante qui leur est imposée, et de l'impasse dans laquelle conduit cette politique de répression aveugle voudraient un retour à des formes plus « démocratiques » de gouvernement qui pourraient rallier certaines masses.

Washington. Ils les rendent responsables de leurs propres échecs et attribuent à leur présence le « bas moral » de leurs troupes qui ne veulent pas se battre pour une « colonie américaine ».

Des politiciens partagent le mécontentement et les plaintes des militaires. L'ingérence américaine en Grèce a pris, en effet, une ampleur qui compromet gravement la position de la bourgeoisie nationale auprès des masses.

Dans l'espace d'une année environ, depuis l'arrivée en Grèce de la commission Porter, la vie économique du pays passa tout entière sous la coupe américaine. La mission d'« aide » américaine que préside Griswold exerce le contrôle suprême sur l'économie grecque. La politique financière du gouvernement est

dictée par cette mission qui veille donc non seulement sur la disposition des 300 millions de dollars accordés à la Grèce, mais encore sur l'ensemble des mesures financières du gouvernement pour « équilibrer » le budget et « stabiliser » la monnaie. En même temps, le capital privé américain pénètre profondément, faisant la relève des autres capitaux étrangers (anglais, français) et grecs. Les Américains ont déjà monopolisé les communications aériennes intérieures et extérieures du pays, les travaux hydrauliques, l'industrie des produits plastiques, ils contrôlent l'organisation du commerce extérieur, etc.

Cette vassalisation économique de la Grèce par le capital américain va de pair avec le contrôle plus général politico-militaire que Washington exerce sur le pays. L'ambassade américaine d'Athènes est le siège du véritable pouvoir en Grèce.

Les ministères se forment et se dissolvent dans ses bureaux, qui ont aussi la haute main sur toutes les opérations militaires.

Que représente Markos ?

La formation du gouvernement Markos constitue, sur le plan diplomatique, la riposte du Kremlin — dans le cadre de la nouvelle politique inaugurée par le Kominform — à l'accentuation de l'intervention américaine en Méditerranée orientale, et en particulier en Grèce.

Ce « gouvernement » est solidement entre les mains du parti communiste grec, la presque totalité des « ministres » étant des cadres dirigeants de ce parti. Le ministre de l'Intérieur est même tenu par Johannidès, personnage qui est généralement considéré comme l'homme du Guépéou dans le parti stalinien.

Mais, en même temps, ce « gouvernement » possède une base populaire réelle qui n'est pas seulement constituée par quelques dizaines de milliers de partisans (30.000 environ) qui agissent un peu partout dans les parties montagneuses du pays, mais aussi par de larges masses paysannes, ouvrières et petites-bourgeoises citadines dont le mécontentement profond contre la politique de misère et de terreur de la bourgeoisie se polarise autour de ce gouvernement.

Il est indiscutable que l'influence du parti communiste qui avait sensiblement fléchi immédiatement après la défaite de décembre 1944 et l'accord de

A Athènes fonctionne maintenant un état-major des forces armées terrestres, navales et aériennes américano-grec.

La bourgeoisie grecque se contente du rôle de *Compradore* et des marges de profits spéculatifs que lui laisse l'afflux de dollars américains.

Quand ses dissensions intestines et ses groupements contre l'ingérence étrangère atteignent un certain degré, il suffit à M. Griswold de menacer de retirer ses dollars pour que le souffle soit immédiatement coupé aux insatisfaits imprudents.

Il faut, en effet, penser que les partisans attaquent, à 100 kilomètres d'Athènes et que les ouvriers dans les villes ont osé, malgré la peine de mort décrétée contre les grévistes, descendre, plus d'une fois encore les dernières semaines, dans la lutte. Ainsi, par exemple, les typographes d'Athènes ont obligé le gouvernement à passer à côté de leur défi, en qualifiant leur grève de lock-out des patrons.

Varkiza, est de nouveau en hausse et profite largement du prestige que la nouvelle guerre des partisans a acquis parmi les masses terriblement opprimées de la Grèce.

Le programme du « gouvernement » de Markos est conçu de façon à s'adapter le mieux aux aspirations de ces couches : *Réforme agraire, expropriation des entreprises étrangères et nationalisation des grandes entreprises ; tribunaux populaires ; comités populaires ; libertés démocratiques ; protection des minorités nationales ; abolition de la monarchie.*

Dans ces conditions les révolutionnaires grecs ont pour tâche de combiner la critique de ce mouvement, en tant qu'instrument de la diplomatie soviétique, avec la mise en avant d'une politique positive, qui comprend une série de mots d'ordre capables d'exploiter l'autodynamisme révolutionnaire du mouvement révolutionnaire des partisans et de la base populaire du gouvernement Markos en général et d'aider ces couches à s'affranchir de la tutelle corruptrice de Moscou.

Ainsi les trotskystes grecs déclarent qu'ils sont pour un *appui critique* de ce gouvernement et mettent l'accent sur des mots d'ordre tels que :